

Grève des enseignants ce jeudi 1er février : écoles fermées, manifestations... À quoi s'attendre ?

Les enseignants souhaitent une revalorisation de leurs salaires et un gonflement des effectifs, notamment. Ils critiquent également la nomination d'Amélie Oudéa-Castéra.



Des étudiants et des enseignants partageaient la tête de cortège, mardi 6 février 2018 à Nancy.

Alors que la mobilisation des agriculteurs ne faiblit pas et continue ce jeudi 1er février 2024, les enseignants, eux aussi, ont décidé de mettre la pression sur le gouvernement.

40 % de professeurs des écoles sont annoncés en grève ce jeudi par le FSU-SNUipp, principal syndicat des enseignants du primaire. Et ce chiffre devrait même grimper jusqu'à 65 % des ensei-

gnants pour les écoles parisiennes, comme on peut le lire sur [actu Paris](#).

Les revendications sont nombreuses. Revalorisation des salaires, hausse des recrutements... Les professeurs critiquent aussi allègrement la nomination de la ministre [Amélie Oudéa-Castéra](#). C'est un "avertissement au gouvernement" que veulent passer les syndicats.

[Amélie Oudéa-Castéra : pourquoi la ministre, empêtrée dans plusieurs affaires, ne démissionne pas](#)

Et l'appel à la grève est massif. Un communiqué commun a été diffusé mardi 30 janvier, co-signé par cinq syndicats d'enseignants : Sud éducation, [L'Unsa](#), [FSU](#), [SGEN CFDT](#) et [CGT Éducation](#).

Des manifestations et fermetures d'écoles sont prévues dans de nombreuses villes. Le mouvement s'annonce très suivi par le corps enseignant.

Des mobilisations sur tout le territoire

Des manifestations sont ainsi prévues dans la majorité des départements français. Sont concernées, les grandes villes comme [Paris](#), [Nice](#), [Montpellier](#), [Rennes](#), [Nantes](#), [Caen](#), [Avignon](#), [Angers](#), [Toulon](#), [Lille](#), [Marseille](#), ou encore [Bordeaux](#).

Si la carte ne s'affiche pas correctement, cliquez [ici](#).

À [Paris](#), les grévistes sont attendus au Palais du Luxembourg, à 14 h, pour se diriger vers le ministère de [l'Éducation nationale](#).

Les écoles fermées

Dans le premier degré (écoles primaires), les enseignants devaient envoyer leur déclaration d'intention de faire grève deux jours avant.

Près d'un professeur du premier degré (les écoles maternelle et primaire) sur deux devrait participer au mouvement de contestation national, comme l'indique le FSU-SNUipp auprès d'actu.fr ce mercredi soir.

Difficile, à l'heure où ces lignes sont écrites, de connaître le nombre exact d'écoles fermées, mais la liste devrait être importante. Rien qu'à [Montpellier](#), 16 écoles seront totalement fermées, sans compter les accueils en maternelle et restauration scolaire supplémentaires.

Dans le second degré (collège et lycée), il n'y a aucune obligation de déclaration de grève à l'avance. Des modifications d'emploi du temps de dernière minute sont donc à prévoir dans de nombreux établissements de France. "Au fur et à mesure de la journée, le nombre s'épaissira probablement", prévoit le syndicat.

[Le RSA conditionné à 15h d'activité généralisé en 2025 : ce qu'il faut savoir sur cette mesure](#)

Un service minimum mis en place

En cas de classes fermées, un service d'accueil minimum est obligatoirement mis en place par la commune ou l'école (en fonction du taux de professeurs grévistes).

Si l'école a moins de 25 % de ses enseignants en grève, elle est tenue de s'organiser pour l'accueillir, si l'école recense 25 % de grévistes ou plus, c'est à la commune qu'il revient d'organiser l'accueil des élèves.

À [Brest](#), la Ville a communiqué directement aux parents sur l'accueil des élèves des établissements municipaux de la petite enfance ou scolarisés dans les écoles publiques. Un accueil minimal est assuré par la Ville pour les enfants des écoles concernées, d'après les informations de Côté [Brest](#), tout comme dans la ville du [Mans](#) et à [Chateaubriant](#), notamment.

[Grève du 19 janvier : les écoles peuvent-elles refuser d'accueillir vos enfants ?](#)

Une situation qui devrait se retrouver dans bon nombre de villes de France.

Des fermetures de classes pour 2024

"Depuis plusieurs années, l'école est en crise", écrit le FSU-SNUipp dans son communiqué. Le syndicat affirme également les dégradations des "conditions de travail, pour les personnels, et d'apprentissage, pour les élèves".

Et ce n'est pas fini. Pour la rentrée 2024, le gouvernement prévoit "la suppression de 650 postes dans le premier degré". De quoi alarmer le corps enseignant, puisque cela pourrait entraîner de nombreuses fermetures de classes sur l'ensemble du territoire.

Le syndicat dénonce également les prises de positions controversées d'[Amélie Oudéa-Castéra](#), ministre de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques.

[Amélie Oudéa-Castéra accablée par un rapport parlementaire sur l'état du sport français](#)

"Depuis ses propos très choquants et méprisants envers l'école publique, la mobilisation est plus investie", confie Alexia Seguin, co-secrétaire du SNUipp - FSU, à notre rédaction actu Toulouse.

La situation s'est aggravée avec la nomination d'une ministre à temps partiel qui s'est discréditée dès ses premières prises de parole en attaquant l'école publique, laïque et gratuite.

FSU-SNUipp -

"La déconsidération se fait ressentir à tous les niveaux et le ras-le-bol est général", déclarent Isabelle Conte (Sud Éducation), Fiona Ferrer (CGT éducation 46) et Céline Sompayrac (FSU) à actu Lot.

Tout comme les agriculteurs, les enseignants comptent bien, ce jeudi 1er février, faire entendre leur mécontentement.